



Communiqué de presse

Etalans, 5 Décembre 2025

Analyses post-mortem : la préfecture confirme l'échec de la stratégie sanitaire

En publiant hier soir les résultats d'analyses sur les 4 vaches du troupeaux Lhomme, la préfecture est venue conforter nos craintes, notre position et nos prévisions. Les analyses demandées par l'éleveur sur son troupeau vivant pour assurer la transparence avant abattage ont donc été réalisées post mortem. En faisant état de « la présence de nodules datant de plus de 3 semaines sur les animaux », la préfecture confirme nos craintes. La politique sanitaire actuelle n'est pas efficace. Le cercle des 50 km ne permet pas de contenir la maladie qui évolue et se déplace depuis plusieurs mois. Nous sommes systématiquement en retard sur le virus et seule une vaccination large de notre territoire permettra de contenir la diffusion du virus.

En confirmant l'abattage d'un troupeau sain cliniquement, situé en pleine zone vaccinale, ayant donc acquis une immunité vaccinale mais aussi naturelle, l'état confirme sa volonté de détruire et de tuer, sans prise en compte du vivant et de l'humain, confirmant sa politique aveugle et mortifère. Cela fait 6 mois que la même politique est mise en œuvre et six mois que les paysannes et les paysans de France sont soumis aux angoisses, à la peur et à la colère. N'est-il pas temps d'envisager une autre stratégie ?

La FDSEA du Doubs, non contente de s'opposer fermement et publiquement à une vaccination élargie plaide ouvertement en préfecture pour une accélération dans les décisions d'abattage même si « c'est peut-être plus dur pour les agriculteurs » et ce avec des arguments du type « plus on attend, plus les responsables que nous sommes s'en prennent plein [la tête]. » La Confédération paysanne du Doubs et du Territoire de Belfort dénonce le double discours de ce syndicat, entre de fausses paroles de soutien au monde agricole sur les ondes de *Ici Besançon* et des encouragements et soutien indéfectible à la politique mortifère de l'état.

La confédération paysanne continuera de plaider pour la protection des hommes, des femmes et des fermes de notre territoire. Elle continuera de se battre pour une vaccination élargie à l'ensemble du territoire, seule solution pour protéger nos structures et les familles qui y vivent.

Mesdames messieurs les représentants de l'état, chers collègues de la FDSEA, vous nous avez refusé les vaccinations hier, vous ne serez pas légitimes à abattre nos troupeaux demain.

Contacts :

- Nicolas Lecatre, militant de la Confédération Paysanne du Doubs et du Territoire de Belfort, 06 84 91 95 82
- Laurence Lyonnais, porte-parole de la Confédération Paysanne du Doubs et du Territoire de Belfort, 06 75 79 75 51